

**SECONDA SESSIONE URDINARIA DI U 2022**  
**RIUNIONE DI I 2 E 3 DI GHJUNGU 2022**

**2EME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2022**  
**REUNION DES 2 ET 3 JUIN 2022**

2022 / E2/035

**REPONSE DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF A LA  
QUESTION DEPOSEE PAR MONSIEUR JEAN-MARTIN MONDOLONI AU  
NOM DU GROUPE UN SOFFIU NOVU**

**Objet : discussions avec le Gouvernement**

Monsieur le Conseiller,

Votre question orale s'éloigne de ce qui était écrit, mais rien n'est interdit.

Je vais donc prendre au fil de la plume les différents sous-questions et je vais y répondre de la façon la plus précise possible.

Premièrement, levons tout de suite une ambiguïté ou une interrogation que vous avez formulée : le courrier est effectivement en date du 27 mai, je ne sais pas quand il a été rédigé ni signé par le Ministre. Ce que je peux vous dire c'est qu'il est arrivé hier soir par mail. Dès qu'il est arrivé, tardivement, j'ai demandé qu'il soit communiqué aux présidents de groupes. Je tiens donc à être très clair : il n'y a pas eu de rétention de ce courrier pendant 5 jours de la part du Conseil exécutif.

Deuxièmement, vous demandez la communication d'enquêtes évoquée par la Présidente de l'Assemblée de Corse. Je pense qu'elle le fera, chacun est libre dans le cadre d'interventions publiques de faire référence à des travaux, y compris des travaux qui n'ont pas été produits dans le cadre de l'Assemblée de Corse. Je pense que ces éléments seront versés au pot commun.

Ce que je voudrais vous dire, sans trop vous taquiner, c'est que par exemple, si vous aviez répondu favorablement à notre invitation de venir accueillir le Lehendakari, Président du gouvernement basque, vous l'auriez entendu nous expliquer comment un statut d'autonomie en place depuis 43 ans a permis de répondre de façon très concrète, très opérationnelle aux aspirations non seulement politiques mais aussi économiques et sociales d'une communauté. Il nous a notamment expliqué que l'autonomie s'est traduite par une augmentation du niveau de vie, du PIB (30% supérieur à la moyenne espagnole), mais également par la conclusion de dispositifs de péréquation et de solidarité sociale qui permettent par exemple d'avoir le taux d'échec scolaire le plus bas d'Europe, un taux de chômage qui, malgré la crise industrielle, a beaucoup baissé et que tous les indicateurs sont, sinon au vert, extrêmement favorables face à un statut d'autonomie maîtrisé. Même si la situation n'est pas parfaite là-bas non plus, elle ne l'est jamais. Il nous a également rappelé qu'au-delà des difficultés politiques à sortir définitivement d'une logique de conflits avec sa part de drames et d'attentes, comme la situation des prisonniers politiques basques, vous auriez pu entendre que dans une région d'Europe il y a un peuple, reconnu par une Constitution, qui bénéficie d'un statut d'autonomie et qui prélève 100% de la ressource fiscale pour en reverser 6% à l'Etat Espagnol.

Seulement, aucun élu de votre groupe n'était présent et je ne peux pas ne pas penser que c'était un choix politique. Le même choix qui vous conduit à quitter l'hémicycle lorsque nous exprimons notre solidarité aux indépendantistes et citoyens catalans espionnés par un logiciel. La position de l'Assemblée de Corse prise en votre absence et qui, me semble-t-il, l'honore, a contribué à ce que le chef du gouvernement espagnol lance une réforme des services de renseignement, limoge leur directrice et dise que dans une démocratie ce qu'il s'est passé était inconcevable. Seulement, vous aviez décidé de ne pas être là, dont acte.

Sur la Conférence sociale, la critique que vous formulez aujourd'hui me permet de vous dire que vous y étiez invité, et là aussi, vous avez décidé de ne pas venir. Je le regrette mais cela ne me conduira pas à ne plus vous inviter. J'espère que vous viendrez parce que c'est un endroit où nous allons discuter sans être d'accord sur tout. Mais je pense que nous pourrons être d'accord au moins sur la nécessité absolue de dire, premièrement, que la discussion à vocation historique qui va s'ouvrir doit nécessairement inclure un volet économique et social. Il y a eu unanimité là-dessus, et ensuite nous ferons tous des propositions.

Troisième et dernier point, ne me faites pas de procès d'intention surtout, mal dirigé et infondé. Depuis le premier contact avec le Ministre Darmanin, je lui ai dit comme j'ai dit publiquement que le processus devait impliquer l'ensemble des élus de cette Assemblée. Impliquer tous les nationalistes, de la majorité et de l'opposition, mais au-delà, l'ensemble des élus de cette Assemblée. Encore au-delà, l'ensemble des forces politiques et forces vives, parce que si nous voulons donner à ce processus sa véritable symbolique, il faut que nous inventions une méthode qui permettent à tout un chacun de contribuer. C'est avec cet état d'esprit que nous continuerons à vous proposer de travailler ensemble.

Je réponds donc directement, nous avons enfin eu la confirmation d'un rendez-vous que nous attendons. Depuis la conversation téléphonique que j'ai eue avec le Ministre Darmanin à la veille du deuxième tour des présidentielles et qui est restée en l'état d'une proposition de rencontre sous réserve de l'élection du Président de la République, je n'ai plus eu aucun contact direct avec lui. Je n'en tire pas de conséquences particulières, mais je vous fais part de cet élément. Il y a eu une période compliquée pour le gouvernement qui l'est certainement encore maintenant. Il y a l'attente d'élections législatives. Je partage le principe selon lequel cette conjoncture devait nous pousser à maintenir le principe de la première rencontre. D'abord pour envoyer le message que la volonté reste partagée d'un processus à vocation historique et ensuite parce que cette première rencontre a vocation à définir la méthode, acter le calendrier et nous permettre de nouer les fils du dialogue. Cette rencontre doit avoir lieu fin juin. Il y a deux rendez-vous : celui qui nous concerne directement en proposant à la Présidente de l'Assemblée de réunir les présidents de groupes et que nous discutons ensemble de la façon dont nous entrevoyons la composition de la délégation et l'ordre du jour de cette première réunion.

Sur le fond, je souhaite que nous allions ensemble ; chaque fois que cela est possible, nous rechercherons des voies de convergence. Mais, et vous le savez aussi, nous avons des points de désaccord. Peut-être seront ils réduits par nos discussions. Nous avons les idées claires sur ce qu'est un statut d'autonomie, de plein droit et de plein exercice. Notre objectif est prioritairement de faire converger l'ensemble des nationalistes, parce que je considère que c'est notre mission historique. Mais bien au-delà, nous souhaitons construire un socle politique avec l'ensemble des forces politiques de l'île et des Corses. Cela commence par les réunions que nous allons faire en vue de celle prévue à Paris. Puis le deuxième rendez-vous, la Conférence sociale et j'y insiste, doit inclure un volet économique et social, selon une méthode à définir, pour étudier comment impliquer les forces vives, la jeunesse qui a contribué par son implication à ce que ce processus puisse aboutir.

La solution doit être politique, institutionnelle, symbolique, inclure la question des prisonniers politiques, elle doit être économique, sociale, culturelle, linguistique. Rien ne doit être laissé de côté.

Sur le volet économique et social, il va y avoir une loi sur le pouvoir d'achat dans laquelle la Corse et les corses ont un différentiel injuste : nous devons travailler en concertation avec les syndicats et les forces sociales de manière que, à l'occasion du vote de cette loi, et sur le fondement du droit à la différenciation, il y ait des dispositions tenant compte des particularités de la Corse et nous avons commencé à travailler là dessus. Je parle par exemple du prix de l'essence, des prix de consommation courante, de l'emploi, de la prime de transport ou encore de l'aide à la jeunesse.

Je vous remercie.

